

# Corée

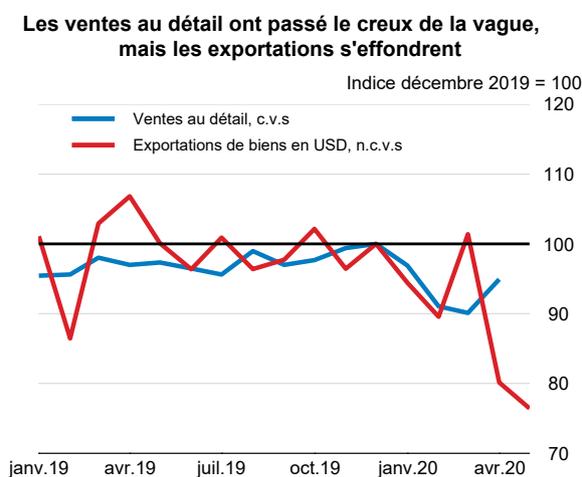
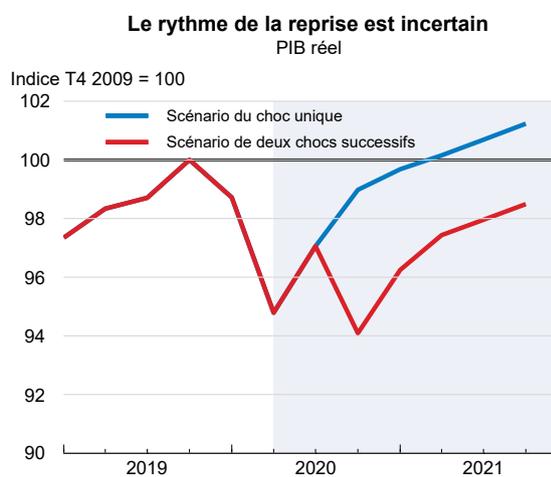
La Corée a fait partie des premiers pays touchés par la COVID-19. Une stratégie efficace d'endiguement de la propagation du virus a permis au gouvernement de limiter les préjudices subis par l'économie coréenne, et le recul de la production est plus faible que dans tout autre pays de l'OCDE. Néanmoins, la consommation privée se contracte, les ménages se montrant prudents et subissant des pertes de revenu. Le chômage augmente, en particulier parmi les travailleurs non réguliers. Le PIB réel devrait reculer de 1.2 % en 2020 dans le scénario du choc unique, et de 2.5 % dans le scénario de deux chocs successifs. La récession mondiale va freiner les exportations et l'investissement, surtout en cas de deuxième vague mondiale d'infections.

Le gouvernement a réagi rapidement pour soutenir les ménages, les petites et moyennes entreprises (PME) et les secteurs durement touchés. Dans la mesure où la situation des finances publiques est saine, les pouvoirs publics disposent des marges de manœuvre budgétaire nécessaires pour prendre des mesures complémentaires de soutien à l'économie en cas de persistance de la crise. Il faut que les autorités ciblent toute nouvelle mesure de garantie de revenu sur les ménages modestes, afin de limiter les inégalités et de maximiser son impact économique. Renforcer l'investissement dans les énergies renouvelables et les technologies vertes, tout en améliorant les dispositifs de formation et de développement des compétences, favoriserait une reprise durable et créatrice d'emplois.

## La propagation du virus a été limitée sans confinement généralisé

Le premier cas de contamination par le virus COVID-19 a été confirmé le 20 janvier en Corée. Le nombre d'infections s'est envolé dans la région de Daegu à la mi-février. Néanmoins, cette vague épidémique a été promptement endiguée, le nombre de nouveaux cas ayant diminué rapidement à partir de début mars et le nombre de décès quotidiens ayant reculé à partir du 24 mars pour s'établir à un niveau proche de zéro à la fin d'avril. Malgré la réapparition de certains foyers d'infection locaux en mai, le nombre de nouvelles infections journalières demeure très faible, et le nombre de décès très modeste.

## Corée



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Statistics Korea, Enquête mensuelle sur le secteur des services.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139670>

## Corée : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de KRW	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Corée: scénario de deux chocs successifs</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 740.8	3.2	2.9	2.0	-2.5	1.4
Consommation privée	834.8	2.8	3.2	1.7	-5.6	2.9
Consommation publique	265.3	3.9	5.3	6.6	7.8	4.6
Formation brute de capital fixe	517.3	9.8	-2.2	-2.8	-1.2	-0.8
<b>Demande intérieure finale</b>	1 617.4	5.2	1.7	1.1	-1.8	2.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	7.4	0.4	0.3	0.1	-0.3	0.0
<b>Demande intérieure totale</b>	1 624.8	5.6	2.0	1.1	-2.0	2.0
Exportations de biens et services	698.6	2.5	4.0	1.7	-4.5	-0.1
Importations de biens et services	582.7	8.9	1.7	-0.6	-3.4	1.6
Exportations nettes <sup>1</sup>	116.0	-2.0	1.0	1.0	-0.6	-0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.2	0.5	-0.9	-0.6	0.2
Indice des prix à la consommation	—	1.9	1.5	0.4	0.5	0.2
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.5	1.2	0.7	0.5	0.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.7	3.9	3.8	4.6	4.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	2.7	3.0	0.9	-3.2	-3.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	40.8	39.3	38.3	41.3	44.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.6	4.5	3.6	2.6	2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138207>

Un dépistage généralisé dans les foyers de COVID-19, notamment au moyen de méthodes innovantes consistant à effectuer des tests à la chaîne sur des automobilistes ou des piétons au niveau de points de dépistage, ainsi que le traçage et l'isolement des personnes infectées ont permis d'endiguer la propagation de la maladie. Le secteur de la santé a rapidement bénéficié de ressources supplémentaires affectées à la prévention et aux traitements. Aucun confinement n'a été imposé. Néanmoins, les pouvoirs publics ont recommandé la distanciation, encouragé le travail à domicile et conseillé d'éviter les rassemblements de masse. Le champ d'application des mesures de quarantaine visant les personnes en provenance de l'étranger a été progressivement élargi, à mesure que la pandémie se propageait dans le monde. Le début du nouveau semestre scolaire, initialement prévu au début de mars, a été reporté à la mi-avril et s'est fait en ligne.

### La production diminuée

En rythme annuel désaisonnalisé, le PIB a diminué de 5 % au cours des trois premiers mois de 2020 par rapport au précédent trimestre, sur fond de chute de la consommation des ménages et de recul des exportations. Le choc a été particulièrement rude pour le tourisme, les voyages, les hôtels, les restaurants, la culture, la pétrochimie, l'automobile, le transport maritime et la construction navale. Environ 476 000 emplois ont été détruits en avril par rapport à un an auparavant, et 1.5 million de salariés ont été mis au chômage technique. Le taux de chômage s'est hissé de 3.3 % en février à 3.8 % en avril. Les perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement, conjuguées à la réduction de la demande, ont entraîné des interruptions d'activités dans certains secteurs, et l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier est tombé en avril à son plus bas niveau depuis 2009. Les exportations ont reculé de près

## Corée : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de KRW	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Corée: scénario du choc unique</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 740.8	3.2	2.9	2.0	-1.2	3.1
Consommation privée	834.8	2.8	3.2	1.7	-4.1	4.8
Consommation publique	265.3	3.9	5.3	6.6	7.5	4.5
Formation brute de capital fixe	517.3	9.8	-2.2	-2.8	-0.7	-0.4
<b>Demande intérieure finale</b>	1 617.4	5.2	1.7	1.1	-0.9	3.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	7.4	0.4	0.3	0.1	-0.3	0.0
<b>Demande intérieure totale</b>	1 624.8	5.6	2.0	1.1	-1.1	3.1
Exportations de biens et services	698.6	2.5	4.0	1.7	-2.6	3.6
Importations de biens et services	582.7	8.9	1.7	-0.6	-2.4	3.7
Exportations nettes <sup>1</sup>	116.0	-2.0	1.0	1.0	-0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.2	0.5	-0.9	-0.6	0.3
Indice des prix à la consommation	—	1.9	1.5	0.4	0.5	0.3
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.5	1.2	0.7	0.5	0.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.7	3.9	3.8	4.5	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	2.7	3.0	0.9	-2.9	-2.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	40.8	39.3	38.3	39.3	43.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.6	4.5	3.6	3.0	3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138226>

d'un quart en valeur au cours du même mois en glissement annuel. L'indice général des prix à la consommation diminue depuis trois mois, tandis que l'indice des prix à la consommation sous-jacent n'était que légèrement supérieur à celui de l'année dernière en mai 2020.

## Les multiples mesures d'aide adoptées par les pouvoirs publics amortissent le choc

Le gouvernement a pris des mesures sans précédent pour atténuer l'impact de la pandémie, les lois de finances rectificatives votées ou soumises au Parlement représentant au total approximativement 3.1 % du PIB annuel, dont 63 % environ seront financés par endettement, et le reste par des économies réalisées au niveau des dépenses publiques. Une fois ajoutées les mesures d'apport de liquidités et de garantie de crédit, le niveau global des aides publiques atteint 14.3 % du PIB. Les lois de finances rectificatives se traduisent par l'octroi de ressources au secteur de la santé, de prêts aux PME, d'une aide d'urgence aux ménages, d'une assistance aux secteurs durement touchés et d'aides à l'emploi. Des chèques d'aide d'un montant pouvant aller jusqu'à 1 million KRW (820 USD) sont accordés à tous les ménages, sous forme de bons à dépenser. Un fonds soutenu par l'État de l'ordre de 2 % du PIB sera mis en place pour aider des secteurs clés, tels que l'aviation, le transport maritime, la construction navale et le secteur de l'automobile. La Banque de Corée a réduit à deux reprises son taux directeur, de 75 points de base au total, pour le ramener à 0.50 %, élargi l'éventail des actifs admis en garantie et des contreparties admises pour les opérations de marché, et conclu un accord d'échange de devises avec la Réserve fédérale des États-Unis,

entre autres interventions destinées à apporter des liquidités, stabiliser les marchés financiers et favoriser le crédit bancaire.

## La récession mondiale va entraver la reprise, en particulier en cas de résurgence de la pandémie

La contraction du PIB prévue en 2020 est nettement plus modeste que dans d'autres pays de l'OCDE. La consommation privée se redressera à mesure que les recommandations de distanciation seront assouplies, quoique à un rythme modéré, les ménages se montrant prudents et pâtissant de pertes de revenu ainsi que d'un chômage relativement élevé. La production industrielle va également se normaliser, mais les chaînes d'approvisionnement mondiales continueront de subir des perturbations pendant un certain temps. La récession mondiale sera nécessairement lourde de conséquences pour les exportations coréennes, qui représentent une part importante de l'activité économique, entraînant une diminution de l'investissement et de l'emploi, en particulier pour les travailleurs non réguliers, qui supportent l'essentiel du fardeau de l'ajustement. Néanmoins, le *New Deal* coréen, qui vise à mettre à profit la transformation numérique et des projets verts pour favoriser le redressement de l'économie et la création d'emplois, pourrait se traduire par des niveaux d'investissement et d'emploi plus élevés que prévu. Le scénario de deux chocs successifs implique non seulement qu'un autre coup est porté à la consommation privée à court terme, mais se traduit en outre par des conséquences plus graves à long terme liées à un effondrement plus durable des exportations, qui retarde le redressement de l'investissement et accentue encore le chômage.

## Des mesures de relance supplémentaires pourraient être nécessaires pour redynamiser l'économie

Le gouvernement a pris des mesures adéquates pour soutenir l'économie et atténuer les difficultés. Suivant l'impact de la récession sur l'emploi et les entreprises et la rapidité de la reprise, des mesures complémentaires pourraient être nécessaires. Compte tenu de la faiblesse de la dette publique, les autorités disposent de marges de manœuvre budgétaires, malgré l'augmentation déjà considérable des dépenses publiques. Il est essentiel de soutenir les ménages, compte tenu du niveau relativement faible des prestations servies par le régime d'assurance-chômage et de sa couverture incomplète. La distribution de chèques à l'ensemble de la population contribue à ce que les Coréens bénéficient d'une assistance en temps voulu, mais cibler davantage les aides sur les ménages à faibles revenus renforcerait l'équité et stimulerait l'activité économique en accélérant les dépenses. Dans la mesure où la crise entraînera un redéploiement de la main-d'œuvre, investir davantage dans les dispositifs de formation et de développement des compétences favoriserait le redressement de l'emploi. Si la crise perdure, certaines mesures temporaires de report de paiement et de réduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale devront être prorogées, et des aides supplémentaires seront peut-être nécessaires pour les PME et la restructuration des entreprises. Renforcer l'investissement dans les énergies renouvelables et les technologies propres favoriserait une reprise durable.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2020), « Corée », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/36319ef6-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.